

se propose pas un nouvel assujettissement totalitaire (elle n'est pas réformiste), mais vise au contraire un réel partage des décisions et des responsabilités par le peuple. A cet égard, il serait peut-être temps de voir que la « non-violence » réelle participe à la révolution culturelle, qu'elle préconise une auto-gestion à tous les niveaux de l'organisation de la communauté des peuples... qu'elle suppose par avance le refus de toute forme de militarisme (armée de métier et armée de conscription)... qu'elle n'accumule aucune potentialité de haine et de revanche. Elle atteint les mentalités en même temps que les structures. Ainsi circonscrite, elle devrait permettre aux marxistes, aux chrétiens et aux libertaires de se retrouver dans un projet commun de société sans classes.

En résumé, si aux actes de violence peut parfois correspondre une opposition intérieure, personnelle, de self-contrôle, de conversion individuelle ; aux états permanents de violence, doit correspondre une opposition collective, politique, sans équivoque, qui ne peut que rejoindre les analyses et les visées d'une gauche à la fois prolétarienne et résolument non meurtrière... « on peut abolir le capitalisme d'une manière violente, révolutionnaire, la superstructure mentale n'en est pas abolie pour autant. On peut couper les têtes, disent les Chinois, mais ça ne résoud rien, car ce sont les idées à l'intérieur des têtes qui doivent être changées » (1).

Reste que le danger serait de faire de la « non-violence » une idéologie qui, se suffisant à elle-même, se figerait dans un nouveau dogmatisme abstrait, ce dont se garde bien d'ailleurs les vrais non-violents.

Il faut donc en finir avec les caricatures de la « non-violence » folklorique, réduite à des « happenings » ; il faut investir toutes nos énergies dans l'invention d'un socialisme à visage humain si l'on veut approcher enfin de la « non-violence » et par là, peut-être, débloquer la société, sans oublier que le changement de structures va nécessairement de pair avec un changement de mentalité et vice-versa (2).

(1) Han Suyin : « L'Asie Aujourd'hui », page 37.

(2) Là-dessus les chrétiens, pour leur part, auraient beaucoup à dire s'ils étaient un peu plus conséquents avec l'Evangile.

Prix : 1 F

par 10 franco : 7 F

par 100 franco : 50 F

A commander à René Cruse, 4, allée de Pologne,
91 - MASSY - C.C.P. La Source N° 32.088.97.

- Le pacifisme est-il compatible avec la Révolution ?
- De quoi parle-t-on en disant Non-Violence ?

DEUX RÉPONSES

de J. Van Lierde p. 2

de R. Cruse p. 10

Rééditions

Supplément aux Cahiers de la Réconciliation
Janvier 1972 - Prix : 1 F

LE PACIFISME EST-IL COMPATIBLE AVEC LA REVOLUTION ?

par Jean VAN LIERDE.

Dans l'extrême-gauche internationale, il est courant d'entendre dire que les non-violents sont des idéalistes « objectivement progressistes » mais pratiquement dangereux car ils poussent les opprimés vers des solutions qui les « désarment » face à leurs oppresseurs. Le pacifisme doit finalement être considéré comme une position non révolutionnaire. Tactiquement, on peut « utiliser » les non-violents dans certaines conjonctures, mais fondamentalement, il faut combattre leurs thèses doctrinales pour ne point démobiler la radicalité de la contestation générale.

Les divers courants marxistes ou révolutionnaires tentent, par cette apparence dialectique, non seulement de disqualifier la pensée et la praxis pacifistes, mais également de maintenir la sacralisation de la violence, à la fois comme moteur de l'histoire et comme moyen efficace de la façonner. Or, tous les processus révolutionnaires ne sont pas si simples et, de plus, la non-violence et la force morale ont une tradition aussi ancienne, aussi efficace et aussi profonde que celle qu'on lui oppose.

Certes, il ne faut pas dire non plus, comme certains doctrinaires de la non-violence que, seule, elle constitue une voie, une idéologie, une pratique, une méthode capables de résoudre tous les problèmes qui se posent aux multitudes batouées. Nous ne devons pas, à notre tour, la rendre à ce point dogmatique que son intelligibilité se confonde avec un hermétisme souverain et prophétique, au nom duquel nous condamnons tous ceux qui ne peuvent s'y rallier. Si le pacifisme n'est qu'une « foi » dont la richesse n'est réservée qu'à ceux qui en ont reçu la « grâce », alors notre comparabilité réelle dans le tableau socio-politique universel ne sera qu'un appendice dérisoire dans le bilan et le budget de la société contemporaine.

Ce qu'on demande, en effet, aux non-violents (ce pourquoi on les interpelle collectivement ou individuellement), c'est ce qu'ils proposent concrètement aux peuples et aux communautés en lutte pour qu'ils puissent accéder à la Justice, à la Paix, à la Liberté. Si la réponse pacifiste réside en un discours sur l'humanisme, l'éthique ou la religion, à juste titre on les renvoie à leurs méditations, brillantes sûrement et enrichissantes pour l'âme mais ne dominant ni le pain aux affamés, ni la liberté aux prisonniers, ni la santé aux malades, ni la culture aux déshérités, ni l'affranchissement aux opprimés, ni la paix à ceux qui sont terrorisés par la guerre.

Avant tout débat en cette matière, un postulat doit donc être tranché, sans quoi la controverse n'a aucun sens. Il réside en ceci : nous proclamons la nécessité d'une révolution partout où des peuples collectifs et minorités sont humainement batoués. Ceci implique naturellement — ce qu'en langage moderne, l'on appelle — une option « socialiste » radicale, à savoir un choix où le critère de progrès se nourrit aux espérances des plus pauvres, et non au maintien de l'ordre des nantis (qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest, ou mandarins surgis de la décolonisation).

UNE OPTION « SOCIALISTE » RADICALE

Ceci implique une première position **solidaire** entre violents et non-violents, car une finalité révolutionnaire nous rassemble indistinctement et, quoi qu'il arrive, elle ne pourra nous renvoyer dans le camp des oppresseurs, parce que nos camarades auraient choisi des méthodes (de guérilla, par exemple) que nous réproverions pour aboutir à une libération, que nous cherchions en commun.

C'est un problème difficile, pour les uns et pour les autres, mais il est vital qu'il soit décrit, analysé et compris, sans quoi nous pourrions un dialogue sans issue avec les mouvements de libération, les classes ouvrières insurrectionnelles, les minorités raciales en révolte, la jeunesse dressée contre la société technologique abrutissante. Si nous divergeons sur les MOYENS, nos convergences sont sûres en ce qu'elles visent les finalités de liberté et de justice. Néanmoins, il subsiste la question vitale de l'exercice du Pouvoir après la révolution et du système proposé de la gestion de l'Etat, de la direction autoritaire ou non-autoritaire, du type d'organisation populaire et représentative, etc.

C'est précisément ce processus **global** qui engendre, pour les uns et les autres, un comportement prédéterminé par les perspectives de synthèse. Pour illustrer cela sommairement, on dirait, par exemple : « A quoi bon la révolution de 1917 pour sombrer dans le stalinisme? » ; ou bien : « Le Traité de Versailles engendra le nazisme » ; ou encore : « Les vaincus de 1945 sont aujourd'hui les vainqueurs » ; puis : « Tant de pays libérés du Tiers-Monde sont à présent reconquis par leurs potentats » ; enfin : « Les U.S.A. prêchent la liberté et massacrent les Vietnamiens », etc. Or, chacun des premiers éléments de l'énoncé semblait un acte de justice, sans que le second puisse en être déduit comme une aberration nécessaire.

Ce qui distingue souvent les pacifistes des courants généraux, c'est que leur fidélité semble obstinément localisée dans des « morceaux » de l'histoire collective et que rarement, elle soit capable d'en prendre les dimensions totalisantes. Lorsqu'on a cité Jésus et son impact réel sur la montée humaine (en négligeant les affreuses déviations des Eglises dans les guerres et les injustices multi-séculaires⁽¹⁾, qu'on a enregistré l'exemple merveilleux de Gandhi : le combat de Martin Luther King et une vingtaine d'exemples collectifs connus, les pacifistes semblaient alors démunis devant le tableau de chasse des militaires ou des révolutions sanglantes... Or, cela est une erreur maléfique, car, en effet, l'histoire des peuples, de la pensée, des sciences, des arts, de la vie politique, économique et cultu-

relle, est bien davantage tissée par d'innombrables gestes de progrès accomplis dans la non-violence et le travail pacifique. C'est une obsession dont il conviendrait de se délivrer pour juger plus sereinement ce qui nous occupe.

A partir de là, je voudrais me permettre, encore que cela soit agaçant, de parler d'expériences personnelles, de situer dans des faits précis comment un pacifiste peut militer pour la révolution tout en restant strictement fidèle à lui-même dans son option non-violente. Je prendrai deux cas très différents : le Congo et l'Algérie. Le premier parce qu'il constitue vraiment une libération non-violente dans l'accession à l'indépendance ; le second, au contraire, parce qu'il représente une rébellion armée doublée d'une résistance politique. Dans les deux cas, le pacifiste DEVAIT exercer sa tâche révolutionnaire, solidairement aux peuples en lutte, et donc choisissant son camp. Simultanément, quels que soient les développements, il DEVAIT rester fidèle à lui-même et donc à ses principes de non-violence. Y a-t-il antinomie ? Trahison ? Fuite ? Efficacité ? A vous de juger et réagir.

COMMENT AVONS-NOUS EMPÊCHÉ LA GUERRE COLONIALE AU CONGO ?

Le 4 janvier 1959, les émeutes de Léopoldville éclatent comme un coup de tonnerre dans la « sérénité » de l'empire colonial belge. Un double processus se dessine :

- la montée radicale du nationalisme africain ;
 - les tentatives contradictoires du pouvoir européen, déchiré entre la répression brutale et le choix d'une décolonisation progressive.
- Alors que le Gouvernement cherche la voie pacifique, le général Janssens et les colons forgent les outils de riposte militaire. Il suffit de relire la collection du *Bulletin Militaire de l'Etat-Major* de la Force Publique pour s'en rendre compte.

Pour illustrer le débat, nous ne choisirons qu'un élément significatif parmi d'autres : la question de l'envoi des miliciens belges au Congo. C'est un épisode mal connu de la vie politique et pourtant c'est un exemple passionnant où une gauche minoritaire a complètement bloqué un processus menant délibérément à la guerre coloniale.

L'article 1^{er}, al. 4, de notre Constitution stipule à propos des colonies : « Les troupes belges destinées à leur défense ne peuvent être recrutées que par des engagements volontaires ». La loi du 29 juillet 1953 (art. 22) précise qu'« en cas d'émeutes ou de troubles graves, le gouverneur général peut réquisitionner les troupes et moyens des bases... ».

Dès ce moment, toute la stratégie qui animait les cadres supérieurs de la Force Publique s'efforcera d'exercer (avec l'appui des colons) une pression permanente pour que le Pouvoir politique puisse remplir les « bases », non seulement avec des volontaires mais avec des miliciens envoyés de Belgique pour « protéger » les biens et les personnes.

Cinq ans après, le 12 août 1958, le ministre de la Défense nationale soumet au Conseil d'Etat un projet d'Arrêté royal modifiant

celui du Régent du 10 juillet 1950. Ce texte permettait l'affectation de tout militaire aux bases métropolitaines du Congo. L'avis favorable fut rendu par le Conseil d'Etat le 21 janvier 1959, cela signifiait que tout le personnel des bases (y compris les non-volontaires) tombait sous l'article 22 de la loi de 1953. Le général Werner dit : « Il faut d'abord savoir avant d'agir ! ». Certes, mais beaucoup de « savoir » reste confisqué par le Pouvoir, précisément pour entrayer toute contestation et ainsi bloquer l'« agir ».

Or, il était stupéfiant de constater que des juriconsultes étaient parvenus à rédiger des textes diamétralement opposés au principe inscrit dans la Constitution belge en 1893. Ce qui était sûr pour nous, c'est que tous les dispositifs légaux dont rêvaient les partisans de la répression et de la guerre coloniale, étaient désormais prêts. Il nous appartenait, comme objecteurs de conscience ou militants anti-colonialistes, de mettre en marche le contre-processus capable d'annuler ce projet concret.

Avec les leaders de l'abako, du P.S.A., du M.N.C., etc. (1), nous avions élaboré, dès 1958, une stratégie non-violente et collective extrêmement efficace qui mobilisait des centaines de milliers de Congolais. Ni le gouverneur général, ni la Sureté, ni la Force Publique ne pouvaient entrayer cette non-coopération massive des indigènes, boycottant les cérémonies officielles, les tribunaux, l'administration, refusant de payer l'impôt, etc.

Mais l'Etat-Major s'acharnait à expliquer que cette non-violence et cette objection collective constituaient un astucieux camouflage, car dans les forêts, les « Mau-Mau » et les « fellaghas » préparaient la suite ! Dès lors, il fallait immédiatement structurer le fameux « corps des volontaires européens » (C.V.E.), imposer le service obligatoire aux Blancs de la colonie, modifier l'article 1^{er} de la Constitution, appliquer le plan « Troubles » et multiplier les Missions M.R.O.P. (Maintenance et Rétablissement de l'Ordre Public) car, comme l'écrivait le colonel Van Hoorbeke : « La vue de la force inspire une crainte salutaire aux fauteurs de troubles et aux agitateurs ».

Nous ne pouvions rationnellement donner des chances à une accession pacifiste du Congo à l'indépendance que dans la mesure prédisposée où nous empêchions le Gouverneur général et la métropole d'entamer des actions militaires. C'était le pacte socio-politique et le moral qui liait indiscutablement la gauche belge et les leaders congolais dans un projet révolutionnaire commun quant aux moyens et aux finalités.

En 1958 et 1959, nous avons multiplié les meetings avec les leaders congolais, souvent dans le cadre de « Présence Africaine », de manière à sensibiliser profondément l'opinion publique. De plus, la guerre atroce qui sévissait en Algérie, où le contingent français avait été envoyé pour se faire tuer inutilement, éclairait singulièrement l'alternance qui s'imposait à la Belgique.

Alors que l'agitation croissait au Congo pendant toute l'année 1959, pas un seul des 90 000 Européens du Congo ne perdit la vie au milieu des 14 millions de Noirs, et cela malgré les provocations et la présence de parachutistes aux bases de Kifona, Kamina et ailleurs.

Mais l'autorité coloniale perdait la direction et les militaires, une fois de plus, impuissants devant la non-violence collective des masses, cherchaient les moyens de réprimer dans le sang, afin d'arrêter la montée nationaliste.

Fin octobre 1959, le lieutenant-colonel Janssens et le colonel Gheysen arrivent à Bruxelles pour arracher le « feu vert ». La presse rappelle l'avis du Conseil d'Etat de janvier 1959 et le ministre de la Défense nationale affirme à ce propos qu'il « importe au gouvernement d'être en état de faire face à toute éventualité ». Les militaires partiraient-ils au Congo ?

A ce moment, nous déclençons une campagne de presse et une agitation concentrées. Dans « La Wallonie », « Volksgazet », « La Gauth », « Syndicats », « La Cité », mais aussi avec les Jeunes Gardes Socialistes, les Jeunesses Syndicales, les Jeunesses Communistes, les étudiants, les chrétiens progressistes, etc., nous développons une opposition radicale et nous lançons nos tracts : « Pas un sous, pas un homme pour une guerre coloniale... Refusez de partir ». Nos slogans subitement sont repris dans d'innombrables ordres du jour, dans les usines et les universités. Nous avons demandé à André Renard, leader syndical, de proposer l'action directe à la F.G.T.B. (socialiste) et celle-ci décidait de « s'opposer par tous les moyens à l'envoi, sous quelque prétexte que ce soit, de militaires belges au Congo ». La grève générale serait déclenchée s'il le fallait, et dans les casernes, les soldats répliquaient aux officiers qui proposaient d'achever « leur service sous les tropiques » !

Le 3 novembre, à la Chambre, Léo Collard, président du P.S.B. interrogeait le ministre de la Défense nationale en proclamant : « que l'envoi de militaires signifierait la perte de tout espoir d'une solution pacifique ». Le ministre Glison répondit que le gouvernement renonçait au texte de l'arrêté qui lui donnait le pouvoir d'envoyer des militaires au Congo.

Nous venions d'obtenir une grande victoire, grâce à la conjonction entre la science politique et l'action directe. Nous avons partiellement analysé l'échiquier politique, le rapport des forces, la stratégie adverse, le comportement des foules, les mécanismes du pouvoir, le processus et le destin des décisions.

Le professeur Lévy a raison : « Toutes les études nous montrent que le gros problème est de stopper à un moment donné l'escalade de la violence ».

C'est une longue histoire qu'il faudra encore écrire, que cette insurrection non-violente du Congo : elle fut à la fois foudroyante et exemplaire. A la Belgique incombe la terrible responsabilité de n'avoir rien fait de sérieux pour préparer le peuple à l'autogestion publique, d'où les troubles graves qui, après le 30 juin 1960 et en 1964, secouèrent ce merveilleux pays.

A ce propos, il faut préciser ici une chose peu connue encore. Lorsque les fameuses rébellions de 1964 au Congo constituaient des maquis énormes, c'est avec Ben Barka (assassiné plus tard) que nous avons tenté les médiations politiques les plus précises pour

faire en sorte que la violence insurrectionnelle ne tue pas la révolution (ce qui fut le cas, hélas ! conjointement à la répression des mercenaires et des colonialistes).

LA GUERRE D'ALGERIE

J'ai travaillé des années avec le F.L.N. algérien, comme responsable du « réseau Jeanson » en Belgique. C'était l'unique organisation subversive d'Européens totalement solidaires de la révolution Algérienne, et pourtant mes méthodes étaient strictement non-violentes, qu'elles soient légales ou illégales. Nous savions bien qu'il y avait « relation politique » avec la lutte armée des fellaghas sur leur terrain, affrontés au contingent colonialiste français, mais ces insurgés armés constituaient moins de 1 % du peuple algérien — cependant unanimement résistant à l'oppression par d'autres méthodes. Il est ridicule de « ramener » une révolution à sa dimension « militaire », et lorsqu'on le fait, c'est en effet la certitude que la révolution victorieuse en sera affreusement marquée ! Ceci pour affirmer avec force que les militants pacifistes peuvent être d'authentiques révolutionnaires sans pour cela emboîter le pas aux stratégies de la violence, « unique accoucheuse de l'histoire ». Les objectifs de conscience ne doivent pas avoir ces complexes d'infériorité ou de frustration vis-à-vis des maoïstes, trotskystes, guevaristes de toutes obédiences. Notre position de non-coopération radicale avec le N.A.T.O. et le système militaire de nos pays est le critère objectif le plus sérieux qui nous permette une solidarité socio-politique radicale avec les pauvres et les opprimés. Notre bagage idéologique est assez riche pour faire face aux polyvalences des expressions révolutionnaires dans toutes les situations données du Tiers-Monde, sans pour autant plagier le formalisme verbal ou empirique de chacune des stratégies diversifiées.

J'étais solidaire des Algériens en lutte contre la France en recueillant les signatures du Manifeste des 121, en fournissant des papiers d'identité aux clandestins ou en achetant des voitures pour que les Algériens traqués par la police française ou belge puissent s'échapper, etc. Le Congo et la France furent deux pays où je fus interdit de séjour pendant des années. C'est donc que les non-violents ne sont pas nécessairement « étrangers » aux révolutions et que leurs méthodes doivent, elles aussi, provoquer la même répression de la part des bourgeoisies politiques, militaires, industrielles ou religieuses.

De même, il était bien entendu, lorsque j'acceptai d'organiser clandestinement le réseau avec mon ami Francis Jeanson, qu'il savait que j'étais objecteur de conscience et qu'un contrat moral nous liait dès l'origine, à savoir que jamais le trafic d'armes ou les « règlements de comptes » F.L.N.-M.N.A. ne seraient liés à nos activités de résistance politique à la guerre d'Algérie. De la même manière, il était normal que Robert Barrat et l'équipe des « Temps modernes » s'adressent à moi à Bruxelles pour centraliser les signatures de ceux qui proclamaient le « droit à l'insoumission » puisque je voyais défiler des dizaines de Français déserteurs, réfractaires ou objecteurs. Et tout cela s'ajoutait au travail légal des divers comités de Paix et d'Entraide...

CONCLUSION

Si le pacifiste se réfugie dans le purisme, lorsque les pauvres s'insurgent les armes à la main pour répliquer aux violences des métropoles, alors il se bloque dans l'unique voie de sa propre spiritualité, transformant sa « communion » en contemplation, même si elle s'élève au niveau précieux de la résistance spirituelle contre l'oppression. Par contre, s'il reste fidèle à lui-même au sein de la Révolution, il reste une contestation permanente contre la violence exercée par les camarades opprimés, mais aussi contre la violence impérialiste de son propre pays. Et qui sait, dans la révolution triomphante, peut-être se retrouvera-t-il encore parmi les protestataires, et donc menacé, parce que sa fidélité exigera qu'il dénonce des faits ou des injustices, suite logique de la violence passée et qui surgissent dans les nouvelles structures révolutionnaires... ? L'histoire est là pour attester de quoi nous parlons !

Au Congo, P. Lumumba a été réhabilité par Mobutu alors que le pays est « recolonisé », mais personnellement, comme avant 1960, j'y suis de nouveau interdit de séjour depuis que je fus arrêté à Kinshasa en 1969 ! C'est donc que les anciens maîtres sont revenus ? Quant à l'Algérie, menée par les colonels, n'est-elle pas aussi menacée par la violence institutionnelle que le noble Cuba de Fidel Castro où l'armée paralyse la révolution plus qu'elle ne propage le socialisme ? Mais était-ce une raison pour que nous, pacifistes, lors des luttes (violentes ou non-violentes) de libération, ne fussions pas aux côtés des opprimés ? Nous restons aujourd'hui ce que nous étions hier, et c'est cela l'aspect essentiel de l'humanisme révolutionnaire qui nous anime.

Il y a trente ans que l'Indochine est en guerre dite « révolutionnaire » et que la victoire est « proche ». Mais à côté de l'admirable courage des combattants vietnams, je dois discerner aussi l'admirable force morale des millions de bouddhistes non-violents. C'est **TOUT** cela qui marque la résistance d'un peuple et c'est pourquoi notre combat n'est jamais situé « en dehors » de l'histoire mais bien dans son intimité créatrice, tout en respectant ceux qui choisissent d'autres voies et méthodes que les nôtres.

Le pacifiste peut donc affirmer sans réserve qu'une position anti-impérialiste radicale peut rester parfaitement jumelée avec une fidélité pratique et doctrinale à nos thèses et notre praxis non-violentes. Et lorsque **LENINE** lui-même, dans le décret du 4 janvier 1919, signait le statut des objecteurs de conscience soviétiques, il signifiait par là que le courant socialiste non-violent faisait partie lui aussi de la Révolution. La formidable résistance de milliers de révolutionnaires russes contre le stalinisme atteste d'ailleurs la réalité de cette base dont le **Samizdat** décrit l'extraordinaire éventail.

Plus nous sabotons nos Etats capitalistes ou totalitaires, plus nous aiderons le Tiers-Monde à réaliser sa liberté.

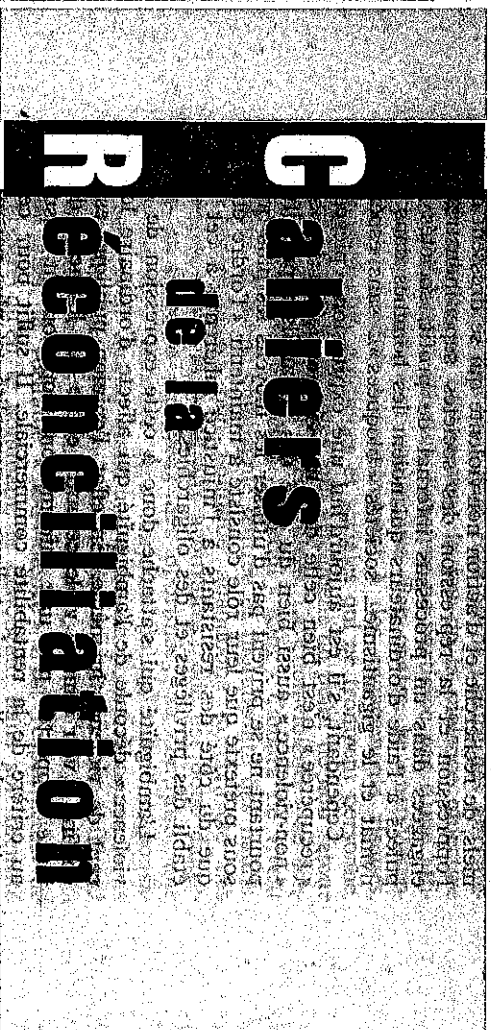
Notre spécificité singulière doit subsister parmi la mosaïque de tous les courants gauchistes ou contestataires. La « pensée » ne suffit pas au pacifisme pour mordre sur l'histoire collective. Il faut y joindre l'action et la pratique politiques, syndicales, culturelles.

Nous devons être capables d'élaborer des tactiques et des stratégies révolutionnaires de coopération avec les peuples et de non-coopération avec les tyrannies, de manière que les outils de libération soient en concordance avec leur expression intellectuelle.

Jean VAN LIERDE.

(1) L'abako était le parti de Kasa-Vubu (qui deviendra Président de la République) ; le Parti Solidaire Africain au Kwilu était dirigé par Gizenga, Kamitatu et Mulele ; et le Mouvement National Congolais était le grand parti de Patrice Lumumba, avec lequel je travaillais plus étroitement encore. Après sa mort, j'ai publié l'anthologie commentée de ses discours, et J.-P. Sartre en rédigea une extraordinaire préface de 50 pages. L'ouvrage s'intitulait : « La pensée politique de P. Lumumba ». (Ed. Présence Africaine, Bruxelles - Paris 1963).

Lisez Les



Bulletin mensuel d'information des groupes de langue française du Mouvement International de la Réconciliation

L'abonnement :

France : 15 F. M.I.R., 4, allée de Pologne, 91 - MASSY

C.C.P. 5445-67 LYON.

Suisse : 11 FS, à Guy Chatelan, 1181, Gilly (Suisse). C.C.P. Cahiers de la Réconciliation, Lausanne 10 22 157.

Belgique : 140 FB, au M.I.R. (Mouvement International de la Réconciliation), C.C.P. 64-65-49.

DE QUOI PARLE-T-ON EN DISANT « NON-VIOLENCE » ?

par René CRUSE

L'opinion publique est souvent alertée par des « non violents » qui se manifestent au moyen de jeûnes publics, d'occupations de locaux ou de bâtiments ecclésiastiques, de sit-in, de chaînes, de spectacles, de refus de l'impôt ou de transfert de la part de l'impôt militaire sur les institutions de paix, d'objection de conscience militaire, de renvois de livres, d'autodafé de fascicules, le tout ayant des motivations aussi diverses que : politiques, économiques, religieuses ou tout simplement humanitaires.

Un peu partout prolifèrent et convergent dans une même visée des groupes plus ou moins communautaires, parfois informels, de recherche et d'action non-violente qui se dressent contre l'oppression et la répression des sociétés super-industrialisées engagées dans un processus infernal de profit, sociétés manipulées à l'aide d'ordinateurs qui noient les hommes dans l'anonymat et le gigantisme... sociétés « bloquées »... sans espérance.

Cependant, s'il est aujourd'hui une expression « piégée » ou « récupérée » c'est bien celle de « non-violence ». On invoque la « non-violence » aussi bien du côté des appareils répressifs, qui pourtant ne se privent pas d'utiliser les moyens les plus brutaux sous prétexte que leur rôle consiste à maintenir « l'ordre établi », que du côté des résistants à l'injustice inhérente à cet ordre établi des privilèges et des oligarchies.

L'ambiguïté qui s'attache donc à cette expression de « non-violence » découle de l'ambiguïté qui affecte d'ordinaire le concept de violence lui-même. En effet, l'opinion publique est peu enclivée à voir dans la violence autre chose que les actes de violence rapportés par une information trop souvent assujettie au critère de la rentabilité commerciale. Il suffit pour cela de voir combien l'assassinat d'une personnalité est plus payant que la mort quotidienne et massive des victimes de l'iniquité économique. Ce faisant, on oublie les états permanents de violence ou d'oppression, moins publicitaires certes, mais certainement plus meurtriers que tel affrontement de rue spectaculaire, ou tel crime particulier.

Il nous faut donc prendre d'abord la mesure exacte de ces états permanents de violence économique, culturelle, politique, scientifique, militaire et policière de nos sociétés pour tenter une approche de la non-violence.

C'est alors, mais alors seulement, qu'on s'aperçoit qu'on ne peut plus confondre une attitude non-violente avec le pacifisme « bélant » de ceux qui, se croyant encore en démocratie, se gar-

garissent ou se satisfont de formules faciles comme : « il faut bannir la guerre », « il faut désarmer », « il faut proscrire la violence », qui sont autant de vœux pieux pour moralistes irraisonnables... c'est alors aussi, et alors seulement, qu'on s'aperçoit que la véritable « non-violence » ne peut que s'identifier à la cause des pauvres, des prisonniers, des exploités, des méprisés... c'est alors enfin qu'on voit que la « non-violence » implique toujours des solidarités, même « douteuses » avec les révoltés, bref, qu'elle a toujours un aspect ou des incidences politiques, si l'on entend par là un projet de justice sociale aux dimensions universelles.

Quand les Pouvoirs publics, « l'establishment » ou les autorités religieuses invoquent la « non-violence », sans se ranger, en même temps, résolument, délibérément et sans équivoque du côté des opprimés, ils font implicitement appel à la passivité et à l'indifférence... ils démobilisent les énergies nécessaires et requises pour résoudre les conflits et les tensions... Bref, ils trahissent la « non-violence » en s'appuyant sur le faux pacifisme des prétendues majorités silencieuses.

Lorsqu'on s'acharne à condamner hâtivement, dans la même réprobation, ceux qui sont d'un côté ou de l'autre des affrontements violents, on fait souvent le jeu de la violence objective ou de la lâcheté. L'absence d'analyse ne participe pas d'une attitude « non-violente » et courageuse. Par contre, la « non-violence » active conduit nécessairement à des engagements risqués, à des solidarités politiques et sociales qui ne trompent personne, qui sont compromettantes, qui atteignent un point de non retour mais qui sont assumées et contrôlées. La « non-violence » se souvient que ses héros - Jésus - Gandhi - King - Carnara - ne vivent pas dans la bonne compagnie feutrée et moralisante des nantis. La « non-violence » non politique abandonne le contrôle des processus, ouvre la porte aux arbitrages ; elle est donc dangereuse et suspecte aux yeux des opprimés ; au contraire, une « non-violence » effective sera toujours politiquement responsable, sans pour autant viser une prise de pouvoir comme nous le montrons plus loin. La « non-violence » est donc libre à l'égard des orthodoxies des partis.

De plus, la véritable « non-violence » n'est respectueuse de l'adversaire qu'en le nommant, le dénonçant dans son identité et le combattant par tous les moyens qui sauvegardent sa liberté de changer d'attitude. La « non-violence » est donc Amour, mais seulement dans la mesure où elle est provoquante et où elle ne se relâche jamais, où elle ne démissionne pas devant les prétextes fatals historiques. Les groupes d'action « non-violente » dont nous parlons plus haut ont pour mission, non pas d'attiser le feu de la révolte meurtrière, mais de dramatiser l'Amour, de poursuivre l'injustice dans ses racines, de radicaliser la révolution.

Si la révolution violente aboutit à mettre en place une nouvelle oligarchie, elle ne résout pas les aliénations fondamentales que le marxisme dénonce à juste titre. La vraie révolution ne

se propose pas un nouvel assujettissement totalitaire (elle n'est pas réformiste), mais vise au contraire un réel partage des décisions et des responsabilités par le peuple. A cet égard, il serait peut-être temps de voir que la « non-violence » réelle participe à la révolution culturelle, qu'elle préconise une auto-gestion à tous les niveaux de l'organisation de la communauté des peuples... qu'elle suppose par avance le refus de toute forme de militarisme (armée de métier et armée de conscription)... qu'elle n'accumule aucune potentialité de haine et de revanche. Elle atteint les mentalités en même temps que les structures. Ainsi circonscrite, elle devrait permettre aux marxistes, aux chrétiens et aux libéraux de se retrouver dans un projet commun de société sans classes.

En résumé, si aux actes de violence peut parfois correspondre une opposition intérieure, personnelle, de self-contrôle, de conversion individuelle ; aux états permanents de violence, doit correspondre une opposition collective, politique, sans équivoque, qui ne peut que rejoindre les analyses et les visées d'une gauche à la fois prolétarienne et résolument non meurtrière... « on peut abolir le capitalisme d'une manière violente, révolutionnaire, la superstructure mentale n'en est pas abolie pour autant. On peut couper les têtes, disent les Chinois, mais ça ne résoud rien, car ce sont les idées à l'intérieur des têtes qui doivent être changées » (1).

Reste que le danger serait de faire de la « non-violence » une idéologie qui, se suffisant à elle-même, se figerait dans un nouveau dogmatisme abstrait, ce dont se garde bien d'ailleurs les vrais non-violents.

Il faut donc en finir avec les caricatures de la « non-violence » folklorique, réduite à des « happenings » ; il faut investir toutes nos énergies dans l'invention d'un socialisme à visage humain si l'on veut approcher enfin de la « non-violence » et par là, peut-être, débloquer la société, sans oublier que le changement de structures va nécessairement de pair avec un changement de mentalité et vice-versa (2).

(1) Han Suyin « L'Asie Aujourd'hui », page 37.

(2) Là-dessus les chrétiens, pour leur part, auraient beaucoup à dire s'ils étaient un peu plus conséquents avec l'Evangile.

Prix : 1 F

par 10 franco : 7 F

par 100 franco : 50 F

A commander à René Cruse, 4, allée de Pologne,
91-MASSY - C.C.P. La Source N° 32.088.97.

de J. Van Lierde p. 2
de R. Cruse p. 10

DEUX RÉPONSES

- Le pacifisme est-il compatible avec la Révolution ?
- De quoi parle-t-on en disant Non-Violence ?

Rééditions

Supplément aux Cahiers de la Réconciliation

Janvier 1972 - Prix : 1 F